

L'extrême droite en Europe, sous la dir. de Béatrice Giblin,
Paris, Éditions La Découverte, 2014, 227 p.

Sébastien Parker

Volume 35, numéro 1, 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035801ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035801ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parker, S. (2016). Compte rendu de [*L'extrême droite en Europe*, sous la dir. de Béatrice Giblin, Paris, Éditions La Découverte, 2014, 227 p.] *Politique et Sociétés*, 35(1), 159–161. <https://doi.org/10.7202/1035801ar>

autonomie politique accrue. La réalisation de cette promesse dépendait toutefois de l'appui des Canadiens français. Leur assentiment aurait porté fruits, selon l'interprétation traditionnelle, puisqu'il permit la formation d'une coalition binationale dont la lutte subséquente avec la Couronne s'est soldée par l'octroi du gouvernement responsable.

Denis Vaugeois et Maurice Séguin soutiennent que cette autonomie ne constitue qu'un mirage pour les Canadiens français. Ce droit a été obtenu au prix de leur renoncement à la liberté nationale. En appuyant l'Acte d'Union, ils consentaient à une loi qui les reléguait au statut de minorité dans la société politique. Désormais, ils ne disposaient plus d'une Assemblée dans laquelle ils pourraient exprimer des positions reflétant leurs propres aspirations. La création d'une législature dans laquelle ils étaient représentés en égale proportion avec le peuple anglais désamorçait la menace politique qu'ils représentaient en réduisant la portée de leurs objections aux projets de la majorité anglaise. La structure politique se consolidait alors à la faveur des intérêts des Canadiens anglais, qui bénéficiaient du soutien d'une métropole soucieuse de maintenir le lien colonial pour des motifs stratégiques. Incapables de rivaliser avec ces adversaires, les Canadiens français sont donc contraints à la capitulation. Ces historiens concluent que ce peuple ne pourra jamais aspirer à l'autonomie politique tant qu'il demeurera au sein d'une fédération dans laquelle il jouit du statut de « province comme les autres ».

Ces discours aux prétentions scientifiques démontrent minutieusement comment les actions de certains groupes font obstacle à la réalisation de principes universels, dont la liberté nationale. Ils présentent simultanément les institutions politiques comme des instruments au service d'intérêts particuliers, et les conflits comme des combats où s'affrontent des forces engagées dans une lutte pour la domination. Dès lors, les êtres humains ne peuvent aspirer à résoudre leurs différends qu'en vertu d'un consensus à propos de la prépondérance d'un bien commun, ou d'une lutte dont la

victoire consacrerait ultimement la supériorité des principes auxquels adhèrent certains d'entre eux. L'état actuel des relations entre les multiples « peuples fondateurs » du Canada démontre que ces issues sont irréalistes dans des sociétés démocratiques qui se disent pluralistes. Une pratique historique interprétant les conflits politiques comme une succession d'événements contingents semble ici plus féconde. Elle envisage leur résolution en invitant les parties opposées à se reconnaître comme des interlocuteurs dans un dialogue cherchant à surmonter un désaccord circonstanciel, plutôt que des ennemis dont la nature les incite nécessairement à la domination.

Benoît Morissette
Département de sciences politique,
Université de Montréal
benoit.morissette@umontreal.ca

L'extrême droite en Europe, sous la dir. de Béatrice Giblin, Paris, Éditions La Découverte, 2014, 227 p.

Le collectif dirigé par Béatrice Giblin, *L'extrême droite en Europe*, fait suite à un numéro spécial d'*Hérodote* de 2012 qui avait tenté de présenter diverses situations européennes relativement à la percée de partis d'extrême droite. La prémisse de ce livre stipule qu'en dépit de ressorts communs à la montée de ces partis, notamment la mondialisation et la crise financière de la zone euro en 2010-2011, ceux-ci ne suffisent pas à rendre intelligibles les particularités des situations nationales. Giblin, dans l'introduction du collectif, mentionne par ailleurs que les travaux récents intègrent rarement l'approche géopolitique qui « ajoute l'analyse au plan local du contexte économique social et culturel, et prend aussi en compte l'importance des représentations liées à la nation dans le comportement politique » (p. 6). Plusieurs des chapitres présentés tentent d'intégrer cette approche, en observant soit les tendances des votes aux niveaux communal et infracommunal par l'entremise de cartographie électorale, soit la progressive mise en place de discours

liant fortement la nation et le territoire. Au-delà du constat de la normalisation de l'idéologie de l'extrême droite au sein de territoires nationaux européens, le collectif offre une perspective originale qui tente, somme toute, de voir comment celle-ci s'est réalisée, plutôt que de véhiculer l'idée selon laquelle ces partis auraient émergé de nulle part. En effet, l'un des grands apports de ce collectif est de démontrer que ce sont des mouvements parfaitement ancrés dans les paysages politiques européens, et ce, en raison de décisions tactiques parfois judicieuses.

Un des grands thèmes de cet ouvrage est sans contredit les antécédents historiques de l'émergence et de la sédimentation du vote populiste. Notamment, dans le chapitre consacré au Front national (chap. 2), l'auteur, Bernard Alidières, discute des différents « temps » du vote pour le FN. Son analyse se positionne explicitement contre d'autres travaux consacrés au FN, ne mobilisant soit pas la question de l'insécurité, par exemple ceux de Pascal Perrineau, ou ceux intégrant une représentation géopolitique binaire, telle qu'exemplifiée par *Le Monde*. En accordant une attention particulière à l'évolution du vote, Alidières démontre bien l'importance de la géographie des votes du FN : en effet, comme il le mentionne, l'évolution du vote depuis les élections européennes de 1999, et suite à la crise de la direction du FN, n'a pas correspondu à un « repli définitif » (p. 39), mais bien à un « abstentionnisme sélectif » (*ibid.*) qui a laissé place progressivement à une reconquête d'électeurs dans une « incontestable nationalisation » du vote (p. 43). La cartographie électorale permet ainsi de voir comment la soi-disant « percée » du FN dans les années 2000 a été fortement associée à une fidélisation antérieure de l'électorat dans quelques régions clés.

Un autre thème récurrent est celui de la géographie des conflits interethniques au sein des quartiers et des régions. Comme le défend Alidières dans son texte, « le développement du sentiment d'insécurité et l'insécurité effectivement constatée » (p. 25) eurent une nette antériorité à la percée électorale du FN. Cette thèse est reprise dans

plusieurs chapitres du collectif : ainsi en va-t-il du chapitre consacré au parti de Geert Wilders aux Pays-Bas (chap. 5) stipulant que ses scores élevés vont de pair avec les contacts interethniques « dans les villes où le taux de chômage est élevé et les scores pour les indices de tolérance culturelle sont faibles » (p. 111). Le chapitre sur l'Espagne (chap. 8) et la Plataforma per Catalunya (PxC) va même jusqu'à avancer, pour sa part, que « l'équation 'Marocains + quartiers ouvriers défavorisés + bastion de la gauche = vote PxC' s'observe de façon encore plus patente à l'échelle infracommunale » (p. 168).

Quoique les auteurs des différents chapitres tentent de démontrer comment la formation sociale des territoires et la cohabitation quelquefois difficile jumelée à la fois à des crises économiques et à une rhétorique de partis jouant sur les sentiments des électeurs, l'appréciation des arguments demeure mitigée. Lorsque les auteurs se consacrent aux évolutions des situations locales et des choix tactiques des partis d'extrême droite s'adaptant à ces contextes, tel que le démontre à certains égards le chapitre de Hassen Guedioura sur la PxC, l'analyse gagne en profondeur. Le lecteur parvient de ce fait à voir comment ces partis, grâce à leur maniement des situations de façon parfois intelligente qu'on ne saurait confondre avec « une simple manipulation électorale du nationalisme » (p. 178), ont su tirer profit de contextes latents. Cette adaptation tactique des partis a tendance, cependant, à opérer un glissement vers les théories de la proximité des immigrés et des « corrélations » (p. 168) entre la montée de la délinquance et l'instrumentalisation de sentiments envers les immigrants par les partis populistes. Ces thèses nous semblent, somme toute, peu convaincantes, même si elles font état d'une analyse fine de cartographies électorales ; le problème étant que la tentation est forte de réduire à leur plus simple expression les conflits interethniques ou intercommunautaires, alors que ces analyses gagneraient à restituer l'ensemble des facteurs permettant de rendre compte de ces situations éminemment complexes.

Les parties de chapitres accordant une attention particulière à un ensemble de dynamiques susceptibles de démontrer « la complexité des représentations qui contribuent à diffuser [...] des éléments d'un nationalisme plus ou moins virulent » (p. 131) nous semblent beaucoup plus convaincantes. Par exemple, Laurent Hassid souligne, en évoquant les cas bien différents de la Slovénie et de la Serbie (chap. 7), l'importance des repositionnements politiques et, plus particulièrement, des représentations historiques de la nation. Outre l'évocation de situations particulières qui ont contribué à mettre à l'avant-scène les discours de groupes nationalistes, dont le conflit au Kosovo, cet auteur soutient que la problématique du rejet des populations allogènes est présente tant en Slovénie qu'en Serbie. Mais, fait intéressant, les moyens employés furent différents dans les deux pays. Cette thématique, soit des trajectoires divergentes en raison des moyens et des tactiques employés, quoique ne constituant pas le point focal de la plupart des textes, constitue un terrain fertile d'analyse. Il en va du cas du Jobbik en Hongrie (chap. 3), un parti fondé par de jeunes étudiants ayant des fondements chrétiens et une politique antirom et anti-élite, mais dépassant largement « les clivages gauche-droite » dans ces idées sur l'économie (p. 63-65); les auteurs mentionnent ainsi que celui-ci a répondu à une demande en créant de nouvelles institutions et tout un monde « alternatif » pour ces partisans, par l'entremise de la musique, de ses livres, de ses vêtements, de ses lieux de socialisation et ses idoles (p. 68-69). La sensibilisation des jeunes au nationalisme radical, comme l'évoque pour sa part le chapitre de Delphine Lost sur l'extrême droite allemande (chap. 10), fut ainsi le fruit, dans certains contextes, d'une stratégie de communication moderne, notamment avec Internet et la musique, et l'utilisation adroite de tactiques, dont les manifestations permettant de s'emparer de thèmes sociaux d'actualité en dépit de la stigmatisation entourant, par exemple, l'organisation d'une marche pour la commémoration du bombardement de Dresde. D'une part, le lecteur saisit comment ces groupes

ont marqué leur place sur la scène électorale en s'adaptant constamment aux contextes qui font contrainte. D'autre part, comme le mentionne Dimitrios Antoniou sur le virage extrémiste en Grèce avec le parti Aube dorée (chap. 6), ces groupes misent beaucoup sur la construction d'une image et d'un discours issus d'un militantisme actif au sein des populations visées.

Même si l'on peut regretter le fait que le traitement de la géographie électorale soit inégal, notamment relativement aux explications des cartes et des figures présentées ou à l'intégration de cette approche qui semble parfois forcée, et que de façon un peu curieuse certains textes tentent d'offrir des projections géopolitiques des différents partis analysés, cet ouvrage collectif constitue une contribution importante aux connaissances sur les contextes nationaux de l'extrême droite européenne. Il mérite que l'on salue la pluralité des cas d'études qui permet à la fois de dresser un portrait général de la situation et d'offrir des analyses historiques fines des cas d'études mobilisés. *L'extrême droite en Europe* semble particulièrement pertinent en raison de l'actualité des questions abordées et, de façon plus générale, pour tous ceux qui s'intéressent aux trajectoires croisées de partis d'extrême droite.

Sébastien Parker
École d'études politiques,
Université d'Ottawa
 spark099@uottawa.ca

Remaining Loyal: Social Democracy in Quebec and Saskatchewan, de David McGrane, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2014, 373 p.

Généralement, un accord de fond quant aux thèses centrales d'un ouvrage s'accompagne d'une critique positive. Ce ne sera pas le cas ici. À plusieurs égards, ce livre est une occasion manquée. Il l'est d'abord par sa structure: alors qu'en introduction David McGrane annonce une analyse axée sur les transitions québécoise et saskatchewanaise à la « troisième voie » (p. 4), typologie popu-